

Julien,

Je t'adresse cette lettre, t'imaginant chercher au fond de toi comment dire haut et généreusement les milliers de personnes que ta voix représente. Ce que je peux t'apporter depuis mon angle — habité de ma culture, celle qui fait ma dignité face aux coups de ceux qui ne cessent de nous l'enlever.

Ce que le procès peut instruire : une histoire longue

Les bassines ne sont pas le début de l'histoire. Elles en sont l'aboutissement. Dans les marais de Basse-Mésopotamie, des gens vivaient comme les hutteurs du Marais poitevin : sur des îlots de roseaux, autonomes, pêcheurs, tresseurs, paysans de l'eau. Leurs maisons étaient faites de roseaux. Leurs bateaux, leurs nattes, leurs paniers — tout venait du marais. Personne ne les avait colonisés parce que l'État ne savait pas les atteindre, ne savait pas lire ce territoire-là. Jusqu'au jour où il en eut les moyens techniques. Alors il a drainé, cadastré, restructuré. Et ces gens ont perdu, en quelques décennies, ce que leurs ancêtres avaient construit en des siècles. Sans qu'on les consulte. Sans qu'ils aient les mots pour nommer ce qui leur arrivait.

Le Marais poitevin, c'est la même histoire. Les hutteurs — des gens venus chercher asile dans les zones que l'État ne pouvait pas quadriller, huguenots traqués après 1685, réfractaires à la Révolution, puis à l'Empire — ont vécu pendant des siècles de ce que le pouvoir ne savait pas voir ni taxer. Fossés tous les dix mètres, osier coupé en mars, paniers pour les huileries, deux ou trois vaches, quelques arpents de bois. Une économie du peu qui nourrissait son monde.

Un homme que j'avais rencontré à L'Île-d'Elle avait 79 ans au moment de nos échanges face à la vallée. Il se souvenait, le corps ému d'un traumatisme sourd, de quand les engins sont arrivés, dans les années 1950-60. Au début, ils s'enfonçaient dans la vase. Les gens regardaient et se disaient : jamais ils ne pourront. Puis ils ont eu du matériel plus lourd. Ça a duré dix ans. Quand c'était fini, il ne restait plus que la plaine et une papeterie. « C'est le désert complet », dit-il. Ce n'est pas lui qui a voulu ce changement. Ce n'est pas lui qu'on a consulté. Il ne savait même pas qui avait « mis ça en branle ».

Ce remembrement, que les gens appelaient « démembrement », ce n'était pas un accident. C'était un programme, déjà sous le régime de Vichy. Des agents de l'État — sincères, convaincus d'œuvrer pour le bien de ces familles — ont organisé des groupements de vulgarisation agricole — sa généalogie remonte à 1879, à la création des chaires départementales d'agriculture, dont la mission explicite était de diffuser dans le monde agricole des connaissances techniques jugées non appliquées.

« On touchera les individus », précisait le texte fondateur, « soit directement, soit par l'intermédiaire des instituteurs ruraux ».

Un ouvrage fut distribué au corps enseignant : *L'école devant le problème paysan*.

L'instituteur et le professeur d'agriculture : les deux bras d'une même entreprise de mise en lisibilité du monde paysan — des réunions chez les uns et les autres, où l'on expliquait à de jeunes paysans ce que le progrès avait l'air d'exiger d'eux. Le Crédit Agricole organisait des voyages en Hollande pour montrer les systèmes hydrauliques. Et peu à peu, ces jeunes se sont détournés de la culture de leurs parents. Aujourd'hui, le maïs est partout, et les nappes regorgent de pesticides et autres saletés.

Ce qu'ils ont perdu dans cette affaire, eux et leurs héritiers actuellement agri et céréaliers — les savoirs du sol, les gestes, les petites chasses, les temporalités, les langues dans lesquelles tout cela

se transmettait —, ces pertes ne figurent dans aucun bilan comptable. Ces industriels hors-sol vivent au tempo des cours mondiaux, et l'eau vivante, elle, est entrée en bourse, en 2020, à Chicago.

Cette destruction culturelle commence bien avant les agents de vulgarisation agricole. Dans les campagnes de l'Ouest, depuis l'époque romaine, les divinités ne manquent pas : Hagazussa, la déesse de la haie en Europe, appartient au même horizon — l'Église a tenté de détruire ces figures qui tenaient dans les esprits, et dont il demeure quelques traces dans un dicton météorologique, un chant de protestation, la poutre d'une maison dont l'étymologie est « jeune jument ». La destruction des savoirs dits populaires n'a pas précédé la destruction des haies par hasard — elle en a été la condition.

Avant que le remembrement n'enterre ses arbres dans la vallée de L'Île-d'Elle, il avait fallu des siècles pour vider les haies de leur épaisseur signifiante. La maîtrise de la biodiversité et la maîtrise des croyances me semblent être les deux faces d'une même pièce. La destruction d'une culture par la destruction de ce qui la fait — son milieu, sa langue, sa musique, ses gestes, ce qui s'exprime plutôt que ce qui se copie, sa mémoire, ses transmissions par imprégnation. On ne détruit pas un milieu sans détruire d'abord ce que les humains savaient en faire, savaient en exprimer, sans d'abord leur apprendre à en avoir honte, à en rougir.

Dubée en est l'une des héritières de ce système, ainsi que nous toutes et tous — et il y a fort à parier qu'elle n'en sait rien : en servant l'esprit du roman national, elle prolonge par sa fonction un geste colonial dont l'école laïque ne dit pas grand-chose, surtout quand sa morale s'adresse aux classes dites populaires.

Ce processus a un nom que Pierre Bitoun et Yves Dupont, sociologues, ont employé dans *Le sacrifice des paysans* : l'ethnocide.

Comment la modernité a tué les paysans.

Pas en les massacrant, comme en Algérie où des millions de paysans furent déplacés de force par l'armée française — mais en les poussant à rougir de leur langue, de leur accent, comparés dans leurs usages aux « sauvages », ceux qu'on avait fabriqués comme tels par les zoos humains, dont celui qui s'était installé à Poitiers fut présenté à 45 000 visiteurs — ce nombre, c'était nos proches ancêtres, notre famille, nos voisins, ceux-là mêmes, parmi eux, qui nous ont élevés à ne pas ressembler aux peuples de l'eau et de l'argile, ainsi qu'à tous ces humains considérés comme des sous-hommes — n'oublions pas la controverse de Valladolid en 1550.

Ce qui manque le plus cruellement à nos luttes : une conscience de notre dépendance concrète aux conditions matérielles de production de la vie — se nourrir, se chauffer, se vêtir, habiter. Quand le seul rapport à ces réalités passe uniquement par l'argent, quand on ne sait plus d'où vient ce qu'on mange, d'où viennent les matières premières ni comment elles sont produites, on défend un territoire dont on a perdu les contacts. S'intéresser aux rapports que nos ancêtres entretenaient avec ces conditions d'existence, ainsi qu'aux façons dont d'autres populations vivent aujourd'hui, ce n'est pas revenir en arrière ou "s'éclairer à la bougie", comme le disent certains ; c'est se cultiver et prendre un recul pour penser par soi-même plutôt que de se comporter en consommateur aisément manipulable.

Celles et ceux qui dirigent devraient lire les sciences humaines, rencontrer les anthropologues ; ainsi peut-être sortiraient-ils de la tyrannie de la monnaie, celle des économistes qui dévalorisent les valeurs d'usage dont parle Bernard Friot.

Et aujourd'hui ? Les exploitations raccordées aux bassines sont majoritairement céréalières. Entre 70 et 80 % de ce grain quitte la région par le port de La Rochelle — en direction de l'Algérie, du Maroc, de l'Afrique de l'Ouest, de la Chine. Ce que les bassines défendent, ce ne sont pas les veaux aux yeux tendres ou les biquettes souriantes qu'on montre aux caméras ou aux touristes de la Venise Verte. C'est la logistique d'export d'une agriculture industrielle qui a besoin d'eau garantie pour tenir les rendements que les contrats avec les coopératives exigent. Les bassines sont la suite logique d'un processus commencé soixante ans plus tôt dans une cuisine, lors d'un groupement de vulgarisation, autour d'une table, avec un verre de cidre et une galette, où un agent de la chambre d'agriculture de Vendée expliquait à de jeunes paysans ce que le progrès avait l'air d'exiger d'eux.

Nommer cet arrachement commun — celui des paysans du Poitou et celui des habitants venus d'ailleurs — est un acte politique. Car on ne peut pas retourner contre une population sa propre souffrance quand celle-ci a appris à la nommer et à la communiquer. C'est précisément ce que ce procès cherche à empêcher.

Ce que Dubée représente

Elle n'est pas une personne — elle est un maillon dans cette chaîne. Elle représente un État qui subventionne avec de l'argent public la destruction d'un commun qu'est l'eau, et les rapports culturels et culturels à l'eau, et à l'ensemble d'un milieu. Elle couvre la répression d'une manifestation dont la bleusaille a fait pleuvoir cinq mille grenades, et classe sans suite les enquêtes sur les violences policières contre des manifestants laissés pour morts sur le terrain. Ce classement sans suite est ton argument principal devant ce tribunal — non pas un argument de défense, mais une mise en accusation du système qu'elle incarne.

André Pacher, figure importante des cultures dites populaires, particulièrement en Poitou-Charentes, l'avait formulé ainsi : le paysan, ne se voyant pas reconnu par la société, entre en résistance — mais une résistance inconsciente, un traumatisme mal nommé, qui l'empêche de comprendre ce qui lui est fait et donc de le nommer collectivement. La seule issue à ce blocage passe par la reconnaissance mutuelle : que le paysan soit reconnu comme porteur d'un savoir, d'une culture, d'une dignité — et non comme un retardataire à moderniser. Dubée et ceux qui l'ont mandatée n'en veulent pas. Reconnaître cela reviendrait à admettre que l'État, depuis des siècles, détruit ce qu'il prétend protéger — les zones humides, les terres, les cultures, les gens qui en vivent. Ils ont préféré les grenades car, à ce stade de l'ethnocide qui induit l'écocide, il faut se débarrasser de ceux qui portent encore une culture qui représente une menace pour les dominants. Des « sauvages » en France intérieure, qui à tout moment, malgré l'éducation, comme celle imposée en Algérie, pourraient se ré-ensauvager. Les enjeux de maîtrise de la biodiversité et de la diversité se répondent mutuellement. La France a un ministère de la Culture, et ses missions civilisatrices à l'extérieur comme à l'intérieur se débarrassent de la pluralité, gênante pour l'extractivisme et le pouvoir des gros sur les petits.

Milan Kundera l'a dit : « Pour liquider un peuple, on commence par effacer sa mémoire. On détruit ses livres, son histoire, sa culture. Et quelqu'un d'autre lui écrit d'autres livres, une autre histoire, une autre culture. Lentement, le peuple oublie ce qu'il était. »

Sur la stratégie

Puisses-tu faire entendre, dans le timbre de ta voix, la dignité qui habite cette argile créolisée dont l'humanité s'est façonnée depuis sa sortie d'Afrique, cette même matière dont sont faits les nids,

nos bourrines, ami·es, frères, sœurs de toutes les zones humides, rabrtauds, fessours, basse-couètes, ageasses, cendrilles...

Le mot « assassine » n'est pas une insulte à défendre ou atténuer. C'est une qualification politique à assumer et à démontrer. Ce que les tribunaux savent obtenir des militant·es, ce n'est pas les faire taire — c'est les faire se dédire. La clémence arrachée est le prix de la dignité abandonnée, et par là même, un peu du combat. Le procès ne se défend pas sur le terrain de la diffamation — il devient l'instruction judiciaire de ce que je viens de décrire. La stratégie de la rupture consiste donc d'abord à se taire face au tribunal. Revendiquer devant lui, c'est reconnaître qu'il a la légitimité de nous juger. S'adresser aux populations, c'est lui signifier qu'il ne l'a pas.

En faisant de l'audience un enjeu politique public, en déplaçant le regard du prétoire vers l'Histoire, la peine prononcée devient politiquement insupportable à exécuter, mais la sanction n'en est pas moins forte, et toujours disproportionnée face aux Sarkozy et à leur monde.

N'ayons pas peur de la confrontation aux figures qui nous écrasent ; affrontons tous les pouvoirs représentés à l'intérieur d'un procès contre le peuple, contre les gilets jaunes, et cela systématiquement, en disqualifiant leurs pseudo-experts par des scientifiques dont la renommée est reconnue — montrons comment leurs enquêtes sont mal ficelées, peu scrupuleuses, contestons les décisions des juges quand ces derniers ne comprennent rien au cycle de l'eau et du vivant en général — faisons entrer « l'anthropologie pour tous » dans les matières de l'Éducation nationale, dans les lycées agricoles, dans les lycées techniques, tel que ce fut fait dans le lycée Le Corbusier, à Aubervilliers.

Apprenons-leur que l'étymologie latine du mot « religion » ne renvoie pas à l'idée de « relier », mais à celle de « scrupule » ; en ce sens, le PNR du marais Poitevin et François-Marie Pellerin, en signant ce protocole, en ont cruellement manqué envers le vivant et la démocratie.

Si ton nom doit payer pour les humains et non-humains que tu représentes, alors le nom de l'ex-préfète doit payer pour le système qu'elle représente.

Cher Julien, je serai là jeudi en pensée.

No Bassaran